

La microfinance : Une profonde mutation (Cas du Maroc)

[Microfinance : A profound change (Morocco case)]

Amina Samat

Institut universitaire de la recherche scientifique,
Université Mohammed 5,
Rabat, Maroc

Copyright © 2019 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the ***Creative Commons Attribution License***, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: The importance of microfinance is well established. Morocco is leader in the MENA region according to Mix Market, CGAP, Sanabel, World Bank reportsetc

During 2007-2008, a crisis - coinciding with the global economic and financial crisis of 2008 - rocked the sector.

What are the causes, the consequences and the measures taken to get out? are the big questions this work is trying to answer.

In fact, two hypotheses guided the present work:

- The reality of the microcredit sector can be apprehended through the print media.

- The decline in time gives a complete vision and reveals the future trend of the sector.

Thus, an analysis of a body of 25 articles, from the daily L'Economiste, covering the period from 2009 to 2015 revealed a trend that does not contradict the content of activity reports of microcredit associations. and unveiled a profound change that is shaking up the sector and precipitating the transformation of microcredit associations into microfinance institutions. The situation of the sector is not transcribed in time, the evolution concerns a more or less long period. In addition, the newspaper respects its editorial line: disseminate economic information, so the study of occurrences shows that the social side is very marginalized.

KEYWORDS: microfinance, microcredits, press corpora, representation, crisis.

RÉSUMÉ: L'importance de la microfinance n'est plus à démontrer. Le Maroc est leader dans la région MENA selon le Mix Market, le CGAP, Sanabel, les rapports de la Banque Mondiale....etc

Durant l'année 2007-2008, une crise - en concomitance avec la crise mondiale économique et financière de 2008 - a secoué fortement le secteur.

Quelles sont les causes, les conséquences et les mesures prises pour en sortir ? sont les grandes questions auxquelles ce travail essaie de répondre.

En fait, deux hypothèses, ont guidé le présent travail :

La réalité du secteur de microcrédit peut être appréhendée à travers la presse écrite.

Le recul dans le temps donne une vision complète et dévoile la tendance future du secteur.

C'est ainsi qu'une analyse d'un corpus de 25 articles, du quotidien L'Economiste, portant sur la période allant de 2009 à 2015 a révélé une tendance qui ne contredise point le contenu des rapports d'activité des associations de microcrédit et a dévoilé une mutation profonde qui agite le secteur et précipite la transformation des associations de microcrédit vers des institutions de microfinance. La situation du secteur n'est pas transcrite dans le temps, l'évolution porte sur une période plus ou moins longue. De plus, le quotidien respecte sa ligne éditoriale : diffuser l'information économique, c'est pourquoi l'étude des occurrences montre que le côté social est très marginalisé.

MOTS-CLEFS: microfinance, microcrédits, corpus de presse, représentation, crise.

1 INTRODUCTION

L'étude d'un corpus constitué de discours, d'entretiens et d'analyses médiatiques que résumant 25 articles du quotidien l'ECONOMISTE couvrant la période 2009 - 2015, a permis de mettre en évidence certains faits. Des faits, des données qu'on a confrontées aux discours des acteurs du secteur pour donner un aperçu de la réalité spatio-temporelle de la microfinance marocaine. Il est à noter que la microfinance est un marché financier informel, plus ou moins en cours de formalisation. Son importance n'est plus à démontrer que ce soit au niveau mondial ou régional. Par contre le côté social de cette activité financière, suscite débats, contestations et même un courant anti-microfinance.

Le leadership du Maroc dans la région MENA¹ est chose acquise. Depuis ses débuts dans les années 90, la microfinance n'a cessé de croître et même d'une façon vertigineuse jusqu'aux années 2007-2008 où une crise a secoué le secteur. Les répercussions se sont senties plus fortes tout au long de l'année 2009. Durant les années 2010 et 2011, on s'efforce plus à comprendre le pourquoi de cette crise? Quelles sont les causes? Que faire pour s'en sortir? En 2012, le secteur a amorcé une reprise. En fait, une nouvelle tendance s'est concrétisée dès cette année. Un regain de confiance matérialisé par une progression nette et des résultats plus ou moins positifs. Une étude de la Banque Mondiale² avance que dès 2011 le secteur s'est stabilisé et que la crise n'a duré qu'une seule année et qu'elle a été vite et intelligemment résorbé.

2 LE MICROCRÉDIT, UNE LUEUR D'ESPOIR

2.1 UNE FORTE CROISSANCE

Depuis sa création ou plutôt son adaptation au cas Marocain, le microcrédit a été considéré comme « l'alternative » à la pauvreté³. L'entrée en vigueur, en 1993, de la loi 18-97 sur le microcrédit a permis à plusieurs organisations non gouvernementales à intégrer le microcrédit sous l'impulsion de l'USAID, le PNUD et d'autres bailleurs de fonds.

Aujourd'hui, elles sont 13 associations de microcrédit dont les 4 principales Al Amana, Al Baraka, Attawfiq et Ardi détiennent plus de 80% de ce marché.

Al Amana a octroyé depuis 1997 à fin 2014 plus de 3,7 millions de prêts d'un montant global dépassant les 27,5 milliards de dirhams.

Faut-il préciser que le montant global des crédits financés par le secteur du microcrédit, et ce depuis son démarrage, est de plus de 50 milliards de DH au profit de 7 millions de clients. Ceci dit, le secteur a connu une forte croissance qui n'a commencé à se détériorer qu'en 2008. En 2009, la chute est spectaculaire que ce soit en nombre de prêts actifs ou concernant le portefeuille de l'encours. La reprise s'est faite dès l'année 2012 sans jamais réaliser les performances des années d'avant la crise (fig.1) (2006/1045 contre 2015/906 de prêts actifs).

Tableau 1. Prêts actifs et portefeuille de l'encours

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Prêt actif en milliers	308	460	631	1045	1354	1280	933	881	X	808	821	868	906
Portefeuille de l'encours en milliers de DHs.	537	891	1557	3491	5592	5683	4796	4669	X	X	5050	5682	X

Source: FNAM et divers rapport d'activité d'Al Amana 2008, 2009, 2010 et 2015

Il faut préciser que l'emprise du microcrédit est forte en milieu urbain et péri urbain avec 52,7% des points de vente et 47,3% en milieu rural⁴. Les associations de microcrédit s'engagent de plus en plus à desservir les zones rurales enclavées parfois sous l'impulsion des bailleurs de fonds.

¹ La région MENA : abréviation de Middle East and North Africa, Moyen Orient et Afrique de Nord

² Banque mondiale : Sortie de crise du secteur de la microfinance au Maroc : des interventions opportunes et efficaces. International Finance Corporation. 2014, 48 pages.

³ Nicolas Blondeau : « Ainsi, l'expérience de par le monde, en France comme en Bolivie, au Cambodge comme en Nigeria, a démontré que les pauvres aussi sont capables de mettre en place des entreprises et de les développer ».

⁴ D'après l'observatoire national de la microfinance.

En outre, il est vrai que le microcrédit est considéré en tant qu'outil pour l'émancipation des femmes, c'est ainsi que 55% des clients de microcrédit sont des femmes. La femme urbaine présente plus de 35% de ce pourcentage. Les femmes sont attirées par des métiers spécifiques (tissage, habillement, petite restauration ...etc) ; c'est ainsi que l'artisanat attire le plus de femmes (75%).

En fait, sur le plan national, la répartition du microcrédit par secteur d'activité se présente de la sorte :

Commerce : 58%

Artisanat: 21%

Services: 15%

Agriculture: 06%

Source: FNAM.

Ceci dit, 79% des crédits alloués sont destinés à financer de petits métiers de commerce et d'artisanat.

2.2 ... ET UNE CRISE

La crise que le secteur de la microfinance a connue n'est pas spécifique au Maroc. D'autres pays ont connu une crise similaire, c'est le cas de Nicaragua, du Pérou, de l'Inde, de la Bosnie. Cette crise a révélé la vulnérabilité de ce secteur et sa liaison étroite avec le marché financier traditionnel. La crise financière mondiale a eu des répercussions sur ce secteur qui est également un marché financier avec la seule différence qu'il est informel. Le lien de cause à effet est très prononcé entre ces deux marchés.

Au Maroc, l'année 2007-2008 a été marquée par une croissance qui échappe à tout contrôle, la frénésie a gagné le secteur. L'endettement croisé a augmenté. Les crédits en cours ont augmenté également mais pas le nombre de bénéficiaires. L'année 2009 a sombré dans la crise. Le refus d'honorer ses engagements gagne une tranche de la population bénéficiaire et a engendré des contestations et des recours à la justice.

3 LES CAUSES PLAUSIBLES DE CETTE CRISE

Deux facteurs d'ordre externe et interne expliquent la survenue de la crise de la microfinance marocaine. Le facteur externe est expliqué par la conjoncture internationale marquée par la crise mondiale financière et économique de 2007-2008. Tandis que les facteurs internes, propres au fonctionnement du secteur, se résument comme suit :

- Le manque de contrôle interne conjugué à des politiques de crédit laxiste
- La faiblesse des systèmes d'information et de gestion⁵.
- Une concurrence exacerbée accompagnée d'une croissance accélérée et non contrôlée et de surendettement. Ce qui fait le niveau d'impayés du secteur a augmenté.
- La propagation des crédits croisés, le crédit croisé permet de contracter plus d'un crédit " En 2008, les emprunts croisés représentaient près de 39% de portefeuille des clients ayant bénéficié de deux prêts simultanés ou plus contre 12% actuellement⁶ comme le signale un responsable à la FNAM et rapporté par le quotidien, résultats : refus massif des contractants à rembourser leurs dettes.
- La politique de décroisement a conduit à une baisse du nombre d'emprunteurs et en même temps à l'augmentation des charges d'exploitation.
- Le taux d'intérêt élevé, plus de 20% appliqué par les associations de microcrédit.

⁵ Séminaire d'Épargne sans frontières et du projet Microfinance in crisis (synthèse) : La crise de la microfinance, crise de maturité ou d'un modèle de financement ? Séminaire organisé le 18 décembre 2013 à la Caisse des Dépôts. Revue : Techniques Financières et développement 2014/2 (N°115) pp. 79-101

⁶ L'économiste le 29/05/2015.

4 LES MESURES

Pour assainir le secteur de la microfinance, plusieurs mesures ont été prises. C'est une réforme qui vise la réorganisation du secteur. Parmi ces mesures:

- La mutualisation des petites et moyennes associations avec Crédit Agricole du Maroc au sein du " réseau microfinance solidaire". Cette réforme cible également la bonne gouvernance (l'informatique, la comptabilité, le contrôle interne et l'analyse des risques.).

Les AMC " ont revu et resserré leurs politiques de prêts "7

- La mise en place d'une centrale de risque informelle par les grandes AMC. « Depuis 2008, elles ont commencé à échanger des informations sur les impayés de leur clientèle pour limiter les risques liés aux prêts croisés »8
- La mise en place en 2009, d'un bureau de crédit officiel par la Banque Centrale auquel toutes les IMF doivent fournir les informations à propos des crédits.
- La Fusion absorption de Zakoura par la Fondation Banque Populaire en mai 2009.
- L'investissement dans la formation des ressources humaines chez l'ensemble des acteurs
- La mise en place d'une politique de décroisement.
- La mise en place d'un nouveau cadre réglementaire, la Banque Centrale s'est engagée dans la " mise en œuvre de nouvelles réglementations mettant l'accent sur les contrôles internes des institutions financières marocaines "9
- Le secteur s'est doté d'une feuille de route 2010-2020, et d'un code d'éthique.
- Les fonds de Jaïda ont préservé le secteur d'une crise de liquidité.

5 NOUVELLE TENDANCE OU SIMPLE SUIVI DE L'ASSAINISSEMENT DU SECTEUR ?

Dès 2012, on parle de la nécessité du changement de statut des associations de microcrédit dans l'espoir de devenir des institutions financières à part entière. Le statut d'ONG ne permet pas d'élargir son assiette financière. C'est pourquoi il faut diversifier l'offre pour intégrer ou proposer de nouveaux produits comme l'épargne, l'assurance, le transfert d'argent...

D'autre part, on s'intéresse plus au micro-entrepreneur qui pour la pérennité de son micro entreprise a besoin d'autres produits financiers que les banques commerciales sont incapables de fournir. C'est ainsi que plusieurs associations de microcrédit ont commencé à pratiquer d'autres activités telles les assurances¹⁰, le transfert d'argent... Fondep entame une nouvelle étape: la micro assurance. L'ensemble de son réseau commercial adopte désormais la micro assurance dans le cadre d'un partenariat avec Axa. Dans une première phase cela concerne seulement la clientèle de Fondep et dans un second temps les non clients. Faut-il aussi rappeler que l'observatoire national de la microfinance¹¹s'est doté d'une cartographie en vue d'une bonne visibilité des endettements¹² croisés et pour préserver le secteur d'une crise similaire. C'est une cartographie interactive d'accès facile et qui permet aux associations une information immédiate sur le géo positionnement de chaque association de microcrédit, sur la clientèle active et potentielle et sur les zones non couvertes..." cette cartographie donne une photographie nette de l'activité du microcrédit et permet de résoudre la problématique de l'endettement croisé "13 parce que parmi les déboires du secteur, la méconnaissance de ce que l'emprunteur fera de son crédit. La plupart des crédits contractés ont servi à acquérir des biens de consommation. Cet état de fait a encouragé plusieurs bénéficiaires à contracter plusieurs crédits en même temps. D'ailleurs, la crise 2008-2009 est due entre autre à l'endettement croisé.

De son côté, l'APP¹⁴ qui a bénéficié d'une aide du gouvernement américain via le Millénium Challenge Corporation (MCC), vient d'adopter un nouveau projet dédié aux associations de microcrédit (AMC) " Il s'agit du programme "services financiers" qui a pour objectif d'améliorer les conditions d'accès des micro entreprises marocaines aux services financiers ainsi que le

⁷ Mix Microfinance World : analyse de la microfinance et rapport comparatif dans le monde arabe en 2010 ? 30 pages.

⁸ L'économiste le 29/05/2015

⁹ L'économiste le 10/03/2015

¹⁰ L'Economiste le 17/07/2012

¹¹ L'observatoire national de la microfinance est une entité du centre Mohammed 6 pour le soutien au microcrédit (CMS)

¹² Le nombre de bénéficiaire du microcrédit a été réduit à 800.000 bénéficiaires au lieu d'un million de clients.

¹³ L'économiste le 17/02/2012

¹⁴ l'APP : L'Agence du Partenariat pour le Progrès

développement du secteur ¹⁵. Ainsi, Jaïda a bénéficié d'un montant de plus de 225 millions de DH (25 millions de dollars US). " Le soutien de l'APP vise à renforcer l'assise en fonds de Jaïda et ce, dans l'objectif de lutter contre la pauvreté en permettant un accès au financement au profit de petits porteurs de projets ¹⁶

C'est pour accompagner le secteur qui connaît de grande mutation que l'APP¹⁷ a distribué 50 guichets mobiles au profit de 5 associations de microcrédit pour " permettre aux AMC de desservir les populations rurales enclavées ¹⁸, et on projette l'acquisition de 100 autres véhicules. Ce projet de l'APP vise également le développement de nouveaux produits financiers: l'épargne, l'échange et le leasing.

Les associations de microcrédit ont procédé également à un changement d'identité. Pour expliquer ce changement le D.G d'Attwafik microfinance avance qu'il est plus lié à une nouvelle étape de l'institution et c'est une sorte d'anticipation des développements futurs du secteur de la microfinance, " les textes de loi qui sont dans les circuits d'approbation encouragent à la transformation des statuts par filialisation, nous voulons donc être précurseurs comme nous l'étions en 2000 lorsque nous avons lancé la Fondation."¹⁹

Enfin, le projet de loi 34-13 qui vient d'être adopté au conseil du gouvernement stipule que désormais, les associations de microcrédit (AMC) dépendent de Banque Al Maghrib (BAM). C'est la Banque qui donne les agréments d'exercice et c'est elle qui se charge du contrôle et des sanctions.

Dès 2012, certaines associations de microcrédit ont commencé à proposer des produits d'assurance et d'épargne. C'est l'exemple d'Attawfik microfinance l'ex Fondation Banque Populaire pour le microcrédit (FBPMC). C'est également, en 2012, que les associations marocaines de microcrédit ont commencé à changer leurs identités :

- La Fondation Banque Populaire pour le microcrédit est devenue Attawfik microfinance.
- La Fondep, Fondation pour le développement local et le Partenariat-Microcrédit adopte une nouvelle dénomination : Fondep Salaf Al Baraka, puis Al Baraka tout court.

Outre la diversification de l'offre avec de nouveaux produits financiers, les acteurs de secteur cherchent à créer une diversification géographique. Les marchés subsahariens sont visés. Amifa ou Atlantic Microfinance For Africa (Amifa), filiale du groupe marocain Banque Populaire ouvrira des agences en Côte d'Ivoire et au Mali²⁰.

La Fondation vient d'annoncer son intention de se développer à l'international, en investissant les marchés arabes et africains

6 CONCLUSION

La crise 2007-2008 a secoué fortement le secteur de la microfinance ; elle représente un tournant décisif pour cette activité. Les AMC (Associations de Microcrédit) ont pris conscience des faiblesses du secteur et ont exprimé la volonté de s'en sortir plus forte. Au début, c'est le désarroi total. L'intervention de la Banque Centrale Banque Al Maghrib (BAM) et l'agrégation des associations de microcrédit ont su guider le secteur vers une issue et faire de sorte que les incidences soient allégées. Désormais, le secteur a gagné au niveau de la concertation et de la consolidation (pour préserver l'intérêt général).

Ceci dit, les articles de corpus font sortir deux phases. La première concerne les années 2010 et 2011 et la deuxième s'étend sur la période après 2012. Durant l'année 2012, le secteur de la microfinance s'est doté d'une stratégie nationale de la microfinance. La première phase est caractérisée par une volonté de comprendre et de s'en sortir de la crise à tout prix. Des propos sont tenus sur la crise, ses aspects, sa perception, sur les causes, les mesures, une énumération à travers plusieurs articles, on assiste même parfois à des propos répétitifs.

¹⁵ L'économiste le 17/07/2012

¹⁶ idem

¹⁷ L'APP a octroyé des dons d'un montant de 46,75 millions de DHs au profit de 12 associations en plus d'une formation de personnel.

¹⁸ L'économiste : le 17/07/2012

¹⁹ L'économiste : le 23/10/2012

²⁰ Jeune Afrique : Microfinance : le marocain Amifa à l'assaut de l'Afrique de l'ouest 09 juin 2016

La deuxième phase est caractérisée par une prise de conscience de la nouvelle réalité et insiste sur la nécessité de changer de statut pour les AMC, afin de devenir des entités commerciales soit des IMF ou Institutions de Microfinance, et de pouvoir diversifier les produits offerts à leurs clients et développer par la sorte, leurs sources de financement.

Cette période est couronnée par une nouvelle réglementation qui a permis aux AMC d'exercer d'autres fonctions et de diversifier leurs prestations financières. Les Associations de Microcrédit ont opté aussi pour une diversification géographique, le déploiement a concerné l'Afrique subsaharienne.

Le quotidien détient le même discours que celui des acteurs du secteur et c'est l'aspect économique qui est privilégié. Faut-il rappeler que « l'Economiste » est le premier quotidien économique du Maroc. Les exemples avancés sont d'Al Amana en majorité. Ce qui montre le poids de cette association de microcrédit dans le tissu de la microfinance marocaine. Plus encore, la plupart des entretiens, sont réalisés avec les responsables d'Al Amana et d'Attawfic microfinance. C'est vrai que ces deux associations sont les deux principales parmi les quatre qui détiennent plus de 80% du marché national. Cette tendance révèle, vraisemblablement, la version officielle. De même le côté économique et financier est prépondérant. C'est rare que ces articles évoquent le côté social.

REFERENCES

- [1] Banque Mondiale, 2014, Sortie de crise du secteur de la microfinance au Maroc : des interventions opportunes et efficaces. International Finance Corporation. 48 pages. Benlahrech R., 2016, Microfinance : le marocain Amifa à l'assaut de l'Afrique de l'Ouest. Dossier, Jeune Afrique.
- [2] Blondeau N., 2006, La microfinance. Un outil de développement durable ? Etudes.
- [3] Brunnel S., 2000, Microcrédit Fiction et réalité. Aventure N°90 – La Guilde européenne du RAID.
- [4] Carroué L., 2015, la planète financière : Capital, pouvoirs, espace et territoire. Collection U. 253 pages.
- [5] CGAP, 2000, La course à la réglementation : établissement de cadres juridiques pour la microfinance. Etude spéciale n° 4, Washington, D.C.
- [6] CGAP (Note du), 2009, « Ascension, chute et convalescence de la microfinance au Maroc ».
- [7] CGAP, 2005, Note sur la microfinance n°24, Le renforcement des capacités pour la microfinance.
- [8] Duval A., 2001, Evaluation du secteur du microcrédit au Maroc. Projet de rapport / 33 pages.
- [9] EL Hyani O. et Atallah C. 2009,
- [10] Microfinance : quelles perspectives de développement pour les IMF. Cas du Maroc. Mémoire de recherche-Cycle de Grande Ecole, 82 pages.
- [11] Grameen Jameel, 2012, Le contexte de microcrédit au Maroc: Pré et Post Crise. 13 pages
- [12] Haddad (A.), 2006, Analyse du secteur de microcrédit au Maroc. Portrait de la Microfinance CGAP.
- [13] Korneruy C., 2006, La microfinance peut-elle atteindre les pauvres ? www.globenet.org
- [14] Labie M., 2004, Microfinance un état des lieux. Mondes en développement (N°126) pp. 9-23.
- [15] Mix Microfinance World, 2010,
- [16] Analyse de la microfinance et rapport comparatif dans le monde arabe en 2010 ? 30 pages.
- [17] Samat A., 2000, Stratégie des partenaires bilatéraux et multilatéraux et des ONG dans le contexte : Développement rural / régional, rapport / GIZ.
- [18] Séminaire d'Epargne sans frontières et du projet Microfinance in crisis (synthèse), 2014, La crise de la microfinance, crise de maturité ou d'un modèle de financement? Séminaire organisé le 18 décembre 2013 à la Caisse des Dépôts. Revue : Techniques financières et développement (N°115) pp. 79-101.